

République populaire de Chine

Un article de Wikipédia, l'encyclopédie libre.

Pour les articles homonymes, voir *Chine*.

Note : Cette page contient des caractères chinois en graphie traditionnelle ou simplifiée ainsi que leur transcription en pinyin. Voyez l'aide sur Unicode ou testez votre navigateur si l'affichage est incohérent.

La **République populaire de Chine** (RPC ; pinyin : Zhōnghuá Rénmín Gònghéguó ; traditionnel : 中華人民共和國; simplifié : 中 人民共和国), communément appelée « **Chine** », est un État d'Asie.

Depuis sa fondation en 1949, il est dirigé par le Parti communiste chinois (PCC). C'est actuellement le pays le plus peuplé du monde, avec plus de 1,3 milliards d'habitants, pour la plupart d'ethnie Han. Avec 9 574 479 km², c'est le plus grand pays d'Asie orientale et le troisième plus grand pays au monde, après la Russie et le Canada. Il partage une frontière avec quatorze pays : Viêt Nam, Laos, Birmanie, Inde, Bhoutan, Népal, Pakistan, Afghanistan, Tadjikistan, Kirghizistan, Kazakhstan, Russie, Mongolie et Corée du Nord. Bien qu'étant considérée comme un pays communiste, la RPC a adopté une « économie socialiste de marché » où libéralisme économique et contrôle politique se côtoient en une formule spécifique.

La Chine connaît plusieurs problèmes quant à la délimitation de ses frontières. Un des plus critiques d'entre eux est la question de Taïwan, qui ne semble pas en voie de résolution. Le contrôle de la mer Jaune méridionale est également un sujet conflictuel avec les États riverains (Malaisie, Viêt Nam, Indonésie). La Chine revendique en effet la souveraineté sur une série d'îlots stratégiques, dont les Îles Spratley et les îles Paracel.

Depuis la rétrocession de Hong Kong et Macao, le terme « Chine continentale » fait généralement référence à la RPC sans ces deux régions administratives spéciales.

En 2005, la Chine a surpassé la France et le Royaume-Uni en enregistrant le 4^e plus fort PIB derrière les États-Unis, le Japon et l'Allemagne.

中 人民共和国
Zhōnghuá Rénmín Gònghéguó



(Détails)



(Détails)

Devise nationale : Compter sur ses propres forces



Langues officielles	mandarin ¹
Capitale	Beijing 39° 55' N, 116° 23' E
Plus grande ville	Chongqing
Gouvernement - Président - Premier ministre	République populaire Hu Jintao Wen Jiabao
Superficie - Totale - Eau (%)	Classé 3 ^e 9 596 960 ² km ² 2,8%
Population - Totale (2006) - Densité	Classé 1 ^e 1 313 973 713; hab. 136 hab./km ²
Indépendance - Proclamation de la République Populaire	Antiquité 1 ^{er} octobre 1949
Gentilé	Chinois, chinoise
Monnaie	Renminbi (RMB)
Fuseau horaire	UTC +8

Sommaire

- 1 Histoire
- 2 Politique intérieure
- 3 Politique extérieure
 - 3.1 Relation sino-japonaises
 - 3.2 Relations avec les pays occidentaux
 - 3.3 Zones territoriales controversées
- 4 Provinces et régions
- 5 Géographie
- 6 Démographie et ethnicité en Chine
- 7 Santé publique
- 8 Économie
- 9 Agriculture
- 10 Armée
- 11 Programme spatial
- 12 Religion
- 13 Culture
 - 13.1 Jours fériés et fêtes
- 14 Voir aussi
 - 14.1 Bibliographie
 - 14.2 Notes
 - 14.3 Articles connexes
 - 14.4 Liens externes
 - 14.4.1 Site officiel
 - 14.4.2 Médias
 - 14.4.3 Tourisme - Géographie - Économie
 - 14.4.4 Histoire
 - 14.4.5 Culture
 - 14.4.6 Religion
 - 14.4.7 Portails
 - 14.5 Vidéos
 - 14.5.1 Droit
 - 14.5.2 Divers

Domaine internet	.cn
Indicatif téléphonique	+ 86
<p>¹ le mandarin est la langue officielle, sauf à Hong Kong (cantonais et anglais) et à Macao (cantonais et portugais). Dans certaines régions autonomes, le mongol, l'ouïgour et le tibétain ont également un statut officiel.</p> <p>² 9 670 037 km² avec Taïwan.</p> <p>³ l'ethnie Han regroupe 92% de la population, mais 55 minorités sont reconnues.</p>	

Histoire

Article détaillé : Histoire de la Chine.

Après la Seconde Guerre mondiale, la guerre civile entre le Parti Communiste Chinois et le Guomindang a pris fin en 1949, quand les Communistes ont pris le contrôle de la Chine continentale (île de Hainan incluse), et le Guomindang s'est attribué l'île de Taïwan, plus quelques autres îles éloignées du Fujian. Le 1er octobre 1949, Mao Zedong a déclaré la fondation de la République Populaire de Chine sur la place Tian anmen, à Pékin, établissant un État communiste et proclamant : « Les Chinois se sont levés ».

La première période de ce jeune État est caractérisé par le règne de Mao Zedong, dont l'héritage est sujet à de nombreuses controverses, notamment dues à la politique autoritaire menée alors (éviction d'intellectuels après la campagne des Cent Fleurs), les erreurs de gestion économiques (selon les sources, entre 20 et 30 millions de morts durant les famines engendrées par le Grand Bond en avant), et les dommages culturels (la Révolution Culturelle a donné lieu au pillage d'une très importante partie du patrimoine culturel chinois). Cependant, certaines données sont encore contestées, notamment eu égard au nombre de morts et aux causes du Grand Bond en avant.

Suite aux conséquences dramatiques de la politique économique de Mao durant les années 1960, ce

dernier quitta son poste de Président de la RPC, le Congrès national populaire a alors élu Liú Shàoqí comme successeur de Mao. Restant aux rênes du PCC, Mao fut peu à peu éloigné de la gestion des affaires économiques du pays, qui fut confiée à une élite plus modérée, sous l'influence dominante de Liu Shaoqi, Deng Xiaoping et certains autres, qui entamèrent des réformes économiques.

En 1966, Mao lança la Révolution culturelle, qui lui permit de revenir au pouvoir en s'appuyant sur la jeunesse du pays et en attaquant les moyennes élites en poste alors. Une période de chaos s'ensuivit, peu à peu reprise en main par Zhou Enlai. Après la mort de Mao, Deng Xiaoping, considéré comme le leader des réformistes, parvint à se hisser au pouvoir. Suite à quoi, la veuve de Mao, Jiang Qing et ses associés, la Bande des Quatre, furent arrêtés et jugés. Depuis, le gouvernement a considérablement réduit le contrôle gouvernemental de la vie privée des individus et opéré une transition de l'économie de type planifié à une économie mixte.

Le leitmotiv des partisans de la réforme économique est l'ouverture progressive du marché chinois, pour parvenir à la constitution d'une classe moyenne urbaine (15% de la population actuelle), l'amélioration du niveau de vie (qui s'est vérifié par une augmentation spectaculaire du revenu annuel, du niveau de consommation, de l'espérance de vie, de l'alphabétisme).

Les critiques adressées à ces réformes économiques, émanant généralement des paysans les plus pauvres, des observateurs étrangers et des dissidents au régime communiste, notent que ces réformes ont créé de grandes disparités au sein du pays, une importante pollution, une corruption rampante, un chômage croissant et une mauvaise gestion des entreprises d'État. Cette situation est potentiellement menaçante pour la stabilité du régime. Certains acteurs de la vie politique chinoise, journalistes et magistrats, critiquent également le manque de réformes politiques vers plus de démocratie.

Malgré l'entrée du pays dans une économie de marché globalisée, (l'OMC), le PCC en conserve le contrôle exclusif et maintient sa politique répressive vis-à-vis de groupes menaçant son hégémonie. Ces opposants sont majoritairement issus de certaines minorités (notamment du Tibet et du Xinjiang), certains Han issus de la classe urbaine, ou des dissidents vivant à l'étranger. La question des droits de l'Homme demeure un sujet largement ressassé au sujet de la RPC et est aujourd'hui un moyen de pression économique.

Stigmatisant les violations des droits de l'Homme, les événements de la place Tian Anmen, le 4 juin 1989, ont entraîné un embargo sur les ventes d'armes à la Chine.

La RPC a adopté sa constitution actuelle le 4 décembre 1982.

Politique intérieure

Cette section concerne la Chine continentale.

Dans la terminologie des sciences politiques, la RPC a été un État communiste durant la majeure partie du XX^e siècle, et est toujours considérée comme telle par beaucoup d'observateurs. Il est difficile de caractériser la nature de la structure politique de la RPC. Le régime a été décrit comme autoritaire, communiste, socialiste. Cependant, beaucoup préfèrent associer les termes « communiste » et « capitaliste » pour décrire la RPC. Deng Xiao Ping avait proposé la locution « socialisme de marché » pour qualifier l'évolution du RPC.

Les communistes qui ont conservé l'idée qu'une société communiste doit être effectivement contrôlée par ceux qui travaillent ont refusé à la Chine l'étiquette communiste, et ont parfois préféré parler de « capitalisme d'État ».

Le gouvernement de la RPC est contrôlé par le Parti communiste chinois. Bien que des pas aient été faits

dans le sens d'une libéralisation politique, notamment à travers des élections contestées au niveau des villages, le parti garde le contrôle effectif sur les décisions gouvernementales. Utilisant des méthodes autoritaristes pour mater les contrevenants, l'État tente de réduire les dissidences en améliorant l'économie, permettant dans une certaine mesure l'expression critique, et tolérant parfois des voix ouvertement critiques quand elles ne sont pas considérées comme subversives, c'est-à-dire organisées.

La censure est une routine assimilée dans toute l'infrastructure médiatique et le PCC réagit promptement à toutes les organisations qu'il considère comme une menace pour le régime, comme ce fut le cas lors des événements de Tian Anmen. Toutefois, la répression que le PCC emploie ou s'efforce d'opérer a ses limites. Les médias ont aujourd'hui une liberté d'action qui, même sans objectif concerté, expose publiquement nombre de problèmes issus de la corruption et de l'inefficacité de sous-cadres du Parti. Quoique les protestations contre le Parti soient illégales, elles surviennent régulièrement au niveau local, sont parfois tolérées, et c'est leur médiatisation qui est à son tour interdite. Il existe un ministère de la propagande qui applique la censure sur les moyens d'expression, notamment sur internet. Le Bureau du film garde le contrôle sur la diffusion des films : il a par exemple fait retirer des salles le film américain *Da Vinci Code* au mois de juin 2006¹. La télévision n'échappe pas à la censure puisque le gouvernement a décrété que les dessins animés (en grande partie japonais et américain) seront interdits entre 17h et 20h à partir du 1er septembre 2006². Internet est également contrôlé (toutes les connexions sont filtrées), et beaucoup de sites web sont donc inaccessibles, comme par exemple www.freetibet.org (libération du Tibet) ou encore wikipédia : le mode de fonctionnement de cette Encyclopédie participative étant sans doute considéré comme trop dangereux.

Le soutien que le PCC obtient de la part de la population est difficile à saisir, en l'absence d'élections nationales ; les conversations et points de vue exposés parcellairement reflètent un éventail de vues divergentes. Beaucoup semblent apprécier le rôle de stabilisateur social que joue le gouvernement, qui a permis à l'économie de se développer sans interruption. Un problème politique majeur est l'augmentation des disparités entre riches et pauvres et le mécontentement généralisé lié à la corruption répandue parmi les cadres du Parti.

Il existe d'autres partis au sein de la RPC, bien qu'ils soient *de facto* considérés comme des sous-organes du PCC. Le PCC s'entretient avec ces partis lors d'une conférence spéciale, appelée la Conférence consultative politique du peuple chinois. L'influence de ces partis est très réduite, bien qu'ils puissent agir comme point de vue extérieur, sans avoir de pouvoir réel.

Politique extérieure

Article détaillé : Relations extérieures de la Chine.

La République populaire de Chine maintient des relations diplomatiques avec la plupart des pays du monde, faisant de la reconnaissance de Taiwan comme partie de la RPC une condition préalable pour nouer des relations officielles avec la RPC. Elle interdit activement la venue en Chine de cadres politiques taiwanais, à l'exception notable des entrevues ayant eu lieu en 2005 et 2006. Les manifestations politiques du Guomindang, relayées par les télévisions ont pourtant eu lieu dans la ville de Xiamen dans le Fujian, lors des élections municipales taiwanaises de Taipei. Tenzin Gyatso, le 14e Dalai Lama est également interdit (?). Li Hongzhi, le fondateur du mouvement spirituel Falun gong, est également interdit de séjour en Chine.

En 1971, la RPC a remplacé la République de Chine comme seul représentant valable de la Chine aux Nations unies, et comme un des 5 membres permanents du Conseil de sécurité. La RPC est aussi considérée comme « membre fondateur » de l'ONU quoique ce soit la Chine, alors non communiste, qui a seule pris part à cette fondation.

La RPC a été membre leader du Mouvement des non-alignés, mais en est aujourd'hui un simple observateur.

Relation sino-japonaises

Les relations sino-japonaises ont été mises à mal ces dernières décennies, jusqu'en 2006 à cause du refus du Japon de reconnaître ses crimes passés, notamment le massacre de Nankin. Le changement de premier ministre japonais en 2006 met fin à ses querelles, celui-ci reconnaissant les massacres et les l'année de la culture chinoise s'ouvrant au Japon.

Relations avec les pays occidentaux

Beaucoup de nations occidentales ont critiqué les violations des droits de l'homme perpétrées par la Chine, ce qui a eu une incidence diplomatique notamment suite aux événements de la place Tian Anmen en 1989. « Alors, la Chine ? On part pour la Chine, muni de mille questions pressantes et, semble-t-il, naturelles : qu'en est-il, là-bas, de la sexualité, de la femme, de la famille, de la moralité ? Qu'en est-il des sciences humaines, de la linguistique, de la psychiatrie ? On s'interroge alors soi-même : et si ces objets, dont nous voulons à tous prix faire des questions (le sexe, le sujet, le langage, la science) n'étaient que des particularités historiques et géographiques, des idiotismes de civilisation ? » (1974, Roland Barthes, *Oeuvres complètes*, Ed.E.Marty, Paris, Le Seuil, tome III, p.32, 1995.) Toutefois, cet argument s'est fait moins pressant depuis le renforcement des liens économiques de la RPC avec l'Europe et les États-Unis. Dans *Japan Focus*, Michael T. Klare a cependant analysé la politique diplomatique de l'administration Bush comme marquée par la volonté d'endiguer la montée en puissance de la Chine (article traduit de l'anglais à l'adresse suivante [2] (http://www.korea-is-one.org/article.php3?id_article=2449)).

En mai 1999, un bombardier B-2 a lâché trois bombes guidées par satellites sur l'ambassade de Chine à Belgrade, pendant le conflit au Kosovo, tuant trois citoyens chinois. Les États-Unis ont déclaré avoir agi par erreur en raison de cartes non à jour en provenance de l'Agence Nationale pour l'Imagerie et la Cartographie (aujourd'hui Agence Nationale d'Intelligence Géo-spatiale), qui aurait confondu le bâtiment avec un local du gouvernement yougoslave. Le gouvernement chinois est resté impassible devant cette explication, considérant l'attaque comme délibérée.

En avril 2001, un avion-espion américain EP-3E Aries II en reconnaissance dans l'espace aérien chinois, près de l'île de Hainan, est entré en collision avec un avion militaire chinois. L'avion chinois s'est écrasé en tuant son pilote, l'avion-espion américain a fait un atterrissage d'urgence sur l'île de Hainan. Les versions divergent : les États-Unis déclarent avoir opéré au-dessus des eaux internationales, la RPC assure que c'était dans sa Zone Économique Exclusive (ZEE). De plus, chaque avion accuse son vis-à-vis d'avoir provoqué la collision. Les 24 membres de l'équipage américain ont été détenus 12 jours avant d'être relâchés, alors que la tension entre les deux pays s'était considérablement accrue.

Un autre sujet de tension est le rapport Cox de 1999, qui déclare que l'espionnage de la RPC a compromis les secrets nucléaires américains pendant plusieurs dizaines d'années.

Zones territoriales controversées

En plus de Taiwan, la RPC est impliquée dans plusieurs différends territoriaux. La RPC prend l'irrédentisme comme argument dans ces différends, qui est contre-argumenté par l'intérêt que la RPC prendrait pour les ressources naturelles ou l'intérêt stratégique des zones contestées.

- Aksai Chin, administré par la Chine, réclamé par l'Inde.
- Arunachal Pradesh / Tibet du Sud, administré par l'Inde, réclamé par la Chine.

Dans les îles de la Mer de Chine :

- îles Paracel, administrées par la Chine, réclamées par le Viêt Nam et la Corée.
- îles Spratley : réclamées par la RPC, Taiwan, le Viêt Nam ; la Malaisie, les Philippines et Brunei réclament une partie d'entre elles.
- îles Senkaku / Diaoyu, administrées par le Japon, réclamées par la RPC et Taiwan (RDC).

En 2004, la Russie a donné son accord pour transférer l'île Yinlong et la moitié de l'île Haixiazhi à la Chine, mettant fin à une longue dispute. Ces deux îles se trouvent au confluent de l'Amour et de l'Oussouri, et ont été à l'origine d'un conflit menant à la dégradation des relations entre les deux pays dans les années 60. Ce geste a été mené dans une volonté de réconciliation et de renforcement des liens économiques, et a été critiqué des deux côtés. Des manœuvres militaires sino-russes ont eu lieu en été 2005, ce qui témoigne en surface du moins de l'efficacité de cette volonté. Les critiques ont émané des fermiers kazakhs qui ont perdu leur territoire sur les îles, tandis que des Chinois et des communautés chinoises ont critiqué ce traité qui équivaut selon eux à une légitimation du contrôle russe de la Mandchourie extérieure, cédée à la Russie impériale par la dynastie Qing suite aux Traités inégaux, dont le traité d'Algun en 1858 et la Convention de Pékin en 1860, en échange de l'utilisation exclusive du pétrole russe.

Les nationalistes chinois réclament régulièrement la Mongolie, Tuva et la Mandchourie extérieure, les îles Ryukyu, le Bhoutan, le Sikkim, le Ladakh, la vallée de Hukawng, le nord de la Birmanie.



Provinces et régions

Article détaillé : Provinces de Chine.

La Chine continentale a 22 provinces (省) (23 si l'on compte Taiwan comme le fait la RPC ; voir l'article sur Taiwan pour plus d'information). En plus des provinces, il y a 5 régions autonomes (自治区) où vivent un important pourcentage de plusieurs minorités nationales ; 4 municipalités (直 市) pour les plus grandes villes de Chine et 2 régions administratives spéciales (特 行政区).



Provinces

- Anhui (安徽)
- Fujian (福建)
- Gansu (甘 肃)
- Guangdong (广 东), c'est-à-dire Canton.
- Guizhou (贵州)
- Hainan (海 南)

Régions autonomes

- Guangxi (广西壮 族自治区), pour la minorité Zhuang
- Mongolie-Intérieure (内蒙古自治区)
- Ningxia (宁夏回族 自治区), pour la minorité Hui
- Xinjiang (新疆 吾 吾 自治区), ou *Turkestan chinois*, pour la minorité Ouïghour

- 南), l'« Île du Sud »
- Hebei (河北)
- Heilongjiang (黑 江)
- Henan (河南)
- Hubei (湖北)
- Hunan (湖南)
- Jiangsu (江 苏)
- Jiangxi (江西)
- Jilin (吉林)
- Liaoning (辽宁)
- Qinghai (青海)
- Shaanxi (陕西)
- Shandong (山东), « à l'est de la Montagne »
- Shanxi (山西), « à l'ouest de la Montagne »
- Sichuan (四川), les « Quatre Fleuves »
- Yunnan (云南), ou « au sud des Nuages »
- Zhejiang (浙江)
- Xizang ou Tibet (西藏自治区)

Municipalités

- Beijing (北京)
- Chongqing (重 庆)
- Shanghai (上海)
- Tianjin (天津)

Régions administratives spéciales

- Hong Kong (香港)
- Macao (澳 门)

Géographie

Article détaillé : Géographie de la Chine.

La Chine est le troisième pays du monde en superficie si l'on cumule la RPC et Taiwan après la Russie, et le Canada.

Elle possède une grande variété de climats et de paysages. À l'est, le long des rives de la mer Jaune et de la mer de Chine orientale se trouvent de vastes plaines alluviales très densément peuplées ; les rives de la mer de Chine méridionale sont plus montagneuses et la Chine du sud est dominée par des zones vallonnées et des chaînes de montagnes de faible altitude. Dans le centre-est se trouvent les deltas des deux principaux fleuves de Chine, le Huang He et le Chang Jiang. Parmi les autres rivières importantes, on compte le Xi Jiang, le Mékong, le Brahmapoutre et l'Amour.



À l'ouest, d'importantes chaînes montagneuses, notamment l'Himalaya avec le point le plus élevé de Chine (et du monde), le mont Everest, ainsi que de hauts plateaux supportant des paysages très arides comme les déserts du Takla-Makan et le désert de Gobi. En raison d'une sécheresse prolongée, ainsi peut-être qu'à cause de mauvaises pratiques agricoles, des tempêtes de poussière sont désormais communes durant le printemps en Chine. Selon l'Agence chinoise de protection de l'environnement, le désert de Gobi s'est étendu et est une source majeure des tempêtes de poussière qui affectent la Chine ainsi que d'autres parties du nord-est asiatique, comme la Corée et le Japon³.

Le littoral oriental de la Chine est soumis au passage des typhons, des tempêtes tropicales violentes. En 2004, le typhon Rananim a fait 164 morts et 1 800 blessés. On a estimé les pertes économiques à 18 milliards d'euros pour le pays. *Voir aussi : Villes de Chine*

Démographie et ethnicité en Chine

La RPC se décrit comme un État multi-ethnique de 56 nationalités. *Voir Nationalités de Chine et Démographie de la Chine*

La politique de la RPC donne des avantages aux minorités ethniques, comme des quotas d'admission au lycée, à l'université et aux postes d'administration publique. Le chauvinisme Han est officiellement condamné. Cependant, des mouvements indépendantistes existent au Tibet, au Xinjiang et à un degré moindre en Mongolie-Intérieure. Les groupes indépendantistes et de nombreux observateurs étrangers critiquent la politique ethnique de la RPC. En premier lieu, l'organisation et le soutien financier de la colonisation Han de zones chinoises originellement non majoritairement Han est critiquée, l'inversion démographique jouant en défaveur des minorités. Cette politique est critiquée en Chine même : les Chinois Han du Xinjiang ou de Mongolie-Intérieure par exemple se considèrent comme des "citoyens de seconde zone", étant données les avantages dont bénéficient les minorités. Certains considèrent cette politique trop favorable aux minorités, et menaçante pour l'intégrité territoriale du pays.

L'ethnie majoritaire Han (93%) est elle-même relativement hétérogène, et peut être également appréhendée comme un vaste regroupements de divers sous-groupes ethniques partageant les mêmes caractéristiques culturelles et linguistiques.

La République Populaire de Chine, afin de limiter la croissance de sa population, a adopté une réglementation limitant la taille des familles urbaines (à l'exception des Tibétains) à un enfant, à deux enfants pour les familles rurales ayant eu une fille comme premier enfant. Les garçons étant considérés comme plus économiquement viables dans les zones rurales, une incidence due à l'avortement sélectif et aux abandons a engendré un surplus de garçons comme deuxième ou premier enfant. Cette réglementation s'applique seulement à l'ethnie Han. Il existe de nombreux orphelinats pour les enfants abandonnés, mais 98% d'entre eux ne trouvent pas de parents adoptifs, et restent à l'orphelinat jusqu'à l'âge adulte. La RPC a institué un programme permettant les adoptions internationales, n'ayant qu'une faible incidence sur le nombre d'adoptions actuellement.

En 2000, cela a eu pour conséquence observable un ratio de 117 garçons nés pour 100 filles, largement au-dessus de la moyenne naturelle (106 pour 100). Bien que culturellement explicable par le sexisme, les origines de ce ratio ont récemment été partiellement corrélées avec les conséquences de l'hépatite. Le gouvernement de la RPC tente de réduire le problème à travers des campagnes de sensibilisation via le planning familial, mettant en valeur le rôle des filles, mais également en interdisant le diagnostic de sexe pré-natal. Il existerait actuellement entre 30 et 40 millions de Chinois dans l'impossibilité de trouver une femme. Cela est aggravé par le développement du phénomène de polygamie chez les Chinois les plus aisés, et entraîne le développement de la prostitution, mais aussi du kidnapping de femmes, revendues dans des villages éloignés.

Le 28 mars 2006, Zhang Weiqing - responsable de la « *Commission d'État pour la population et le planning familial* » - a indiqué, dans une interview accordée au site internet du gouvernement chinois, que la politique du planning familial avait aidé la Chine à éviter la naissance de 400 millions de bébés au cours des trois dernières décennies. Il a fait remarquer que la Chine avait mis environ trente ans pour réaliser l'objectif du contrôle de la population, alors que cela en avait pris cent dans les pays développés. « L'objectif d'assurer au peuple chinois une vie relativement confortable n'aurait pas pu être réalisé si nous avions 400 millions de personnes supplémentaires » a souligné M. Zhang. La Chine faisant actuellement face à un nouveau pic de ses naissances, la politique de l'enfant unique ne sera pas changée dans un futur proche.

On estime que 130 millions de Chinois vivent avec moins d'un euro par jour⁴.

Santé publique

Plusieurs problèmes de santé publique d'ampleur émergent en RPC : problèmes de santé liés à la mauvaise qualité de l'air et à la pollution de l'eau, l'épidémie de SIDA et le tabagisme. L'épidémie de SIDA, en plus des voies classiques de contamination, a été exacerbée par le manque d'hygiène et les collectes de sang en zone rurale. Quant au tabac, le problème provient du monopole exercé par l'état sur la distribution de cigarettes. Le gouvernement, dépendant des revenus de l'industrie du tabac, hésite à prendre des mesures coercitives, préférant s'attacher à d'autres problèmes de santé publique.

L'hépatite B est endémique en Chine continentale, touchant un large pourcentage de la population : environ 10%. Cela entraîne des dérèglements ou des cancers du foie, causes courantes de mort en Chine. Une corrélation a été établie entre l'hépatite et la sous-natalité de filles à la naissance, qui expliquerait en partie le problème de la disparité numérique hommes-femmes. Un programme mis en place en 2002 a pour but de vacciner tous les nouveaux-nés en Chine continentale. +

En novembre 2002, la pneumonie atypique ou SRAS est apparue dans la province du Guangdong.

Cependant, la nouvelle étant tenue alors secrète, l'épidémie s'est étendue aux pays voisins, Hong Kong, Viêt Nam et par voie aérienne, dans des pays plus éloignés. En Chine même, 5327 cas ont été rapportés, dont 348 morts confirmées. En mai 2004, l'OMS a annoncé que l'épidémie de SRAS était finie en RPC.

Un autre problème que rencontre la Chine sont les épidémies de grippe aviaire récemment apparues dans la volailles et les oiseaux, et plusieurs humains affectés. Le problème posé actuellement est la mutation de la transmissibilité d'animal-homme vers celle homme-homme.

Enfin, un autre problème rencontré par la Chine sont les récentes transmissions de streptocoques des porcs aux humains, qui serait à l'origine d'un nombre anormalement élevé de morts dans la province du Sichuan. +

Économie

 Voir les articles **Économie de la Chine** et **Liste d'entreprises chinoises**.

Le Parti communiste chinois (PCC) définit l'économie de la Chine comme une « économie socialiste de marché », une « forme de socialisme aux caractéristiques chinoises ». De 1978 à 1989, le gouvernement chinois a réformé en profondeur l'économie du pays, la faisant passer d'une économie planifiée de type soviétique à un « socialisme de marché », conservant la structure rigide de contrôle par le PCC, ce qui l'a fait appeler *L'atelier du monde*, à cause du dumping social de ses usines.

Dans ce but, la collectivisation de l' agriculture a laissé place à un système de responsabilisation individuelle des terres, les cadres locaux ont acquis plus de marge de manœuvre, des gérants ont été introduits dans les secteurs industriels, permettant l'essor de nombreuses petites entreprises, alors nommées « *getihu* » (个体), et attirant de nombreux commerçants et investisseurs étrangers. Le contrôle des prix a été relâché, à l'exception notable de produits de première nécessité pour les paysans.

En 1992, l'appellation officielle du système devient « économie de marché socialiste » et le changement d'adjectifs marque le début du changement de nature de classe de l'État. Le secteur public commence à se noyer dans l'océan de l'économie marchande, passant de 73% de la production industrielle en 1988 à 35% en 1992. Cela a permis le passage d'une économie planifiée à une économie mixte, la redécouverte des fondements du libéralisme économique, sauvant le communisme officiel du régime.

Le gouvernement a résolument mis entre parenthèses l'égalité des classes durant cette période, menée par le mot d'ordre de Deng Xiaoping : « Enrichissez-vous ! ». L'enrichissement personnel (individualisme) et la consommation (soutenue par des politiques néo-keynésiennes dès 1997) sont devenus de nouveaux moteurs économiques, accompagnés par une professionnalisation progressive des techniques de gestion, destinées à améliorer la productivité (division du travail). Le gouvernement a également œuvré pour attirer des capitaux étrangers, sources cruciales de développement économique : les Zones économiques spéciales (ZES), exemptes de taxes, ont été créées à cet effet, étendues peu à peu à tout le littoral. Grâce à l'introduction du libre-échange, on observe qu'un quadruplement du Produit intérieur brut (PIB) s'est produit depuis 1978. En 1999, avec 1,3 milliards d'habitants et un revenu per capita de 3 800 US dollars/an, la RPC est devenue la sixième économie mondiale par volume d'échange et la troisième consommatrice d'énergie après les États-Unis et l'Union européenne. Le revenu moyen annuel d'un ouvrier chinois est de 1 300 US dollars. Le développement économique actuel de la Chine est l'un des plus rapides du monde, puisque l'on y enregistre une croissance dont la moyenne se situe entre 7 et 8%



La Chine est à fois la quatrième puissance mondiale mais elle est classée comme pays en voie de développement

par an, frôlant parfois les 10%, d'après les statistiques chinoises. La RPC est depuis 2001 membre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).⁵

La Chine continentale entretient son attractivité pour les entreprises avec une main d'œuvre bon marché, non syndiquée et docile. Un ouvrier non qualifié en Chine coûte environ 1\$ US par heure, bien en-dessous des minima des pays industrialisés. La non-organisation des ouvriers chinois est un bénéfice substantiel pour les employeurs, qui y trouvent une flexibilité d'emploi impossible à mettre en œuvre dans les démocraties libérales censées pourtant être moins sociales.

La mainmise du PCC sur les dissidents ou agitateurs potentiels qui résulteraient de telles unions expliquent en partie leur absence.

Un autre aspect de l'économie chinoise à relever : les bas prix d'éléments non issus de la force de travail. Cela est dû en partie à l'existence de contrôle des prix et de la garantie des sources d'approvisionnement hérités de la précédente économie de type soviétique : les entreprises d'État continuant à être démantelées, et leurs ouvriers renvoyés dans des secteurs de compétitivité accrus, l'effet déflationnaire induit continue à mettre la pression sur les prix pratiqués au sein de l'économie.

Les incitations par taxes préférentielles sont également à l'origine d'incitations fiscales à produire en Chine, que ce soit pour l'export ou pour le marché local de 1,3 milliards d'individus. La RPC tente d'harmoniser le système de taxes et règlements pratiqués sur les entreprises, aussi bien chinoises qu'étrangères. Ainsi, les taxes préférentielles dont bénéficient les exportateurs dans les ZES et les villes côtières sont l'objet d'une révision. Les exportations chinoises vers les États-Unis représentaient 125 milliards de dollars en 2002, tandis que les importations américaines atteignaient 19 milliards. Ce déséquilibre est attribué de façon récurrente par les États-Unis à un taux d'échange jugé défavorable entre le yuan et le dollar. Le 21 juillet 2005, la Banque de Chine a annoncé qu'elle mettait en œuvre un système de fluctuation du yuan dans les limites de 0,3% par jour par rapport au dollar, contre 3% maximum par rapport à un panier de devises étrangères, dont le yen et l'euro.

En 2005, la Chine enregistre un PIB la faisant passer du 6e au 4e rang mondial des plus grandes économies mondiales derrière, respectivement, les USA, le Japon et l'Allemagne mais désormais devant le Royaume-Uni et la France.

Dans ce nouveau système économique, les entreprises publiques ont du mal à trouver leur place et rencontrent de plus en plus de difficultés. Leurs pertes ont atteint le chiffre record de 102,6 milliards de yuans (12,75 milliards de dollars) en 2005, soit une augmentation de 56,7 % en base annuelle, selon les chiffres du Bureau d'État des Statistiques (BES). Sur les deux premiers mois de 2006, les pertes des entreprises publiques ou contrôlées par l'État atteignent déjà 26,2 milliards de yuans, soit 3,25 milliards de dollars. L'augmentation des coûts de production, un système de fixation des prix inefficace, la surcapacité et d'importantes lacunes d'ordre technologique sont les principales causes de cette situation, selon Jiang Yuan, statisticien au BES.

Agriculture

Article détaillé : Agriculture de la Chine.

Pour nourrir sa population, la Chine a dû fortement développer son agriculture. Ce secteur constitue encore, malgré le développement industriel récent, une part importante de l'économie chinoise. Plus de 800 millions de personnes vivent dans les zones rurales. L'agriculture, qui occupe la majeure partie de la population active (323 millions d'actifs ruraux), reste un secteur fondamental de l'économie chinoise.

Depuis 5 000 ans, le riz - dont l'apparition demeure mystérieuse - domine l'activité rurale de la Chine et constitue l'aliment de base de la majorité de ses habitants.

La Chine doit nourrir 22 % de la population mondiale avec seulement 7 % des terres cultivables. Du fait de l'urbanisation croissante, de la pollution et de la désertification, on estime que la surface cultivable diminue d'environ 2500 km² par an.

En outre, la Chine est confrontée à un exode rural important. Face aux conditions de plus en plus difficiles de leur vie, les paysans émigrent massivement vers les zones urbaines. On estime qu'environ 8 millions de paysans quittent la campagne chaque année pour rechercher un emploi, et que depuis 1979, entre 80 et 200 millions de paysans auraient émigré en ville.

Bien que le Parti communiste, sous l'impulsion de Mao Zedong se soit appuyé sur les paysans pour prendre le pouvoir, et qu'ils constituent donc la base de sa légitimité, ces derniers ont connus des fortunes diverses, reflétant les différentes options idéologiques suivies ces dernières décennies. Le gouvernement chinois reste néanmoins très attentif au sort des paysans, qui restent plus que jamais l'une de ses priorités.

Le 14 mars 2006, lors d'une conférence de presse, tenue à Beijing peu après la clôture de la session annuelle de la 10^{ème} Assemblée populaire nationale (APN, parlement chinois), le Premier ministre chinois Wen Jiabao annonce que la Chine infligera une punition sévère à tout individu qui réquisitionnera illégalement des terres de paysans.

Armée

Article détaillé : Armée Populaire de Libération.

La RPC maintient la plus grande armée du monde, ce qui lui vaut des critiques de la part de nombreux observateurs ; toutefois, étant donné la composition de cette armée, son efficacité potentielle en matière militaire est jugée limitée. L'Armée de Libération du Peuple (ALP) comprend les forces navales et aériennes. Le budget officiel de l'ALP en 2005 était de 30 milliards de dollars, non inclus les fonds destinés à l'achat d'armes étrangères, à la recherche et au développement militaires, aux structures para-militaires, ce qui pousse les critiques à accuser la RPC d'induire en erreur délibérément en présentant un budget largement sous-estimé : les dépenses militaires seraient, selon certaines sources, équivalentes de 140 à 170% du budget officiel.

D'après des estimations, le budget militaire chinois serait le second au monde, derrière les États-Unis (au moins 400 milliards de dollars). La RPC, malgré sa possession d'un arsenal nucléaire et de son matériel de propulsion, est considéré comme ayant des capacités limitées dans le cas d'un conflit en-dehors de ses frontières, ce qui l'empêcherait de prétendre au statut de "véritable" super-puissance mondiale. Ce constat est notamment lié à ses effectifs navals et aériens (flottes limitées et peu modernes).

La RPC s'équipe militairement en prévision d'un éventuel conflit autour de l'Île de Taiwan. Des chasseurs tels que le Su-27 et le Su-30 ont été achetés à cet effet, parallèlement à une production locale. La défense aérienne s'articule autour des missiles sol/air ultramodernes S-300, considérés comme le meilleur système d'interception au monde. La RPC est également en train d'améliorer rapidement ses forces blindées en y intégrant des fonctions de ciblage électroniques. La RPC est considérée comme leur seul véritable menace conventionnelle par les États-Unis, qui ne cachent pas leur mécontentement à ce sujet, voyant leur chasses gardées menacées en Orient.

L'image internationale de l'ALP a été sérieusement mise à mal lors des événements de la place Tian Anmen, au cours desquels des protestataires pacifiques ont été tués.

Programme spatial

Après la scission sino-soviétique, la Chine a commencé à développer son propre programme nucléaire et de systèmes de propulsion pour armes nucléaires. Le programme de lancements de satellites fut une excroissance naturelle de ce projet. Cela résulta en 1970 par le lancement de *Dong Fang Hong I*, le premier satellite chinois. La Chine devint alors le cinquième pays à avoir lancé indépendamment son satellite.

Un programme spatial habité était en projet depuis les années 1970, avec le *Projet 714*, qui devait assurer le lancement de la navette Shuguang. Ce projet avorta cependant en raison d'une série de retournements politiques et économiques.

En 1992, le *Projet 921* connu actuellement fut autorisé. Le 19 novembre 1999, la navette inhabitée Shenzhou 1 a été lancée, comme premier test du programme. Après trois autres tests, *Shenzhou 5* a été lancé le 15 octobre 2003, à l'aide d'une fusée *Longue Marche 2F* et du taikonaute (du chinois 太空 *taikong*, *espace*) *Yang Liwei*, faisant de la Chine le troisième pays ayant propulsé un véhicule habité dans l'espace par ses propres moyens. La seconde mission, *Shenzhou 6*, a été inaugurée avec succès le 12 octobre 2005.

Des observateurs ont estimé que la fusée *Longue Marche* était calquée sur le modèle russe, *Soyouz*, ce qui est contesté par les Chinois. Le programme émergent de la RPC a suscité de vives réactions aux États-Unis, où un rapport du Congrès suite au lancement de 2003 observait, "si les motivations les plus immédiates dans ce programme s'avèrent être le prestige politique, les efforts de la Chine vont presque certainement contribuer à améliorer les systèmes spatiaux militaires entre 2010 et 2020." Des échos grinçants ont été émis via la presse indienne, qui ironise sur le déballage d'une "technologie vieille de quarante ans". Parallèlement, le statut des frontières militaires spatiales est complexe et incertain.

Voir aussi : Programme Shenzhou

Religion

Article détaillé : Religions en Chine.

De nombreuses religions coexistent en Chine, où les activités religieuses sont réglementées par la loi. Le gouvernement chinois estime qu'il y a environ 100 000 000 de croyants dans le pays, ce qui représenterait 7,7% de la population. Ce chiffre doit toutefois être nuancé par l'encadrement strict de la pratique religieuse dans le contexte d'une idéologie fondée sur l'athéisme d'État, et sur la notion de religion ou de croyance elle-même, sujette à controverse eu égard en particulier au taoïsme et au bouddhisme. La religion est avec la politique le sujet le plus délicat en République Populaire de Chine.

Les principales religions pratiquées en chine sont : le bouddhisme, l'islam, le catholicisme et le protestantisme, auxquelles peuvent être ajoutées le taoïsme et la religion populaire (deux religions spécifiques à la Chine), le chamanisme, l'Église orthodoxe et le Dongba, qui est une sorte de paganisme lamaïsé, survivance d'une ancienne religion pratiquée par les Naxi, une des nombreuses minorités ethniques de Chine, d'origine tibétaine, vivant dans le Yunnan.

Le bouddhisme fut introduit en Chine vers le I^{er} siècle de l'ère chrétienne. Il se répandit largement après le IV^e siècle et est devenu, progressivement, la religion qui exerce la plus grande influence en Chine. Il se répartit entre deux écoles : le bouddhisme tibétain (ou lamaïsme), répandu surtout au Tibet et en Mongolie-Intérieure, et le bouddhisme du Petit Véhicule. On estime qu'il y a environ 13 000 temples bouddhistes en Chine.

Le taoïsme est apparu au II^e siècle, inspiré a posteriori par les écrits du philosophe Lǎo Zi (ou *Lao-tseu*) (老子), dont le fameux *Livre de la Voie et de la Vertu*, (en chinois 道德 *Dào dé Jīng*), est, avec le *Livre des Mutations* (易 *Yì Jīng*), aux sources de l'ésotérisme chinois. Il y aurait aujourd'hui plus de 1 500

temples taoïstes en Chine.

Culture

Article détaillé : Culture chinoise.

Les valeurs traditionnelles chinoises sont en grande partie issues de la version orthodoxe du confucianisme, qui a connu son apogée sous la dynastie Song, et est devenue une partie centrale des contenus éducatifs, et des examens mandarins. Toutefois, le terme « confucianiste » est lui-même le résultat d'une série de tendances divergentes, dont le légalisme, toutes sujettes à interprétation de la doxa originelle. Notamment, le problème de la conscience éthique individuelle, de la critique des gouvernements a largement été muselé par les penseurs « orthodoxes ». Certains néo-confucéens contemporains interprètent le confucianisme dans cette potentialité critique, à l'opposé de l'interprétation commune du confucianisme, synonyme de soumission et de stabilité politique.



Depuis le mouvement du 4 mai 1919, la culture impériale chinoise et son confucianisme orthodoxe ont été taxés de « féodaux » ; toutefois, malgré cette *tabula rasa* rhétorique, de nombreux aspects de la culture chinoise traditionnelle ont survécu. Mao Zedong, instigateur de la Révolution Culturelle, a en un certain sens imité le premier unificateur de la Chine, Qin Shi Huangdi, qui avait organisé un autodafé et massacré les intellectuels à son époque. Mao, employé à la bibliothèque de Pékin, était un grand admirateur de la culture chinoise classique. Certains observateurs ont remarqué que l'instauration de la République populaire de Chine ne se distingue en rien de celle des dynasties impériales précédentes, suite au « mandat céleste » obtenu suite aux années de lutte. Le culte voué à Mao Zedong a une dimension religieuse indéniable, celle qui suggère justement une ambiguïté entre nation moderne et des traditions politiques ancestrales.

Durant la Révolution culturelle, de nombreux aspects de la culture traditionnelle chinoise, arts, littérature et autres, ont été taxés de « vestiges féodaux », et détruits en grande partie. Cette *tabula rasa*, comme plusieurs fois dans le passé, a constitué une étape de la réappropriation du patrimoine symbolique de la Chine, décliné sous diverses formes : l'opéra révolutionnaire réunit ainsi une tradition millénaire à la propagande réaliste-socialiste, de même que la calligraphie de Mao Zedong. Par la suite, suite à l'ouverture du pays dans les années 80, toutes les formes traditionnelles d'art ont ré-émergé, de plus en plus encouragées par le Bureau culturel : les échanges culturels sont notamment un des types d'échanges privilégiés entre la RPC et Taiwan ; ils sont un vecteur d'échanges diplomatiques, comme dans le cas des Années croisées entre la France et la Chine. On peut aussi remarquer le soutien du Bureau culturel à la chorégraphe transsexuelle Jing Xing, qui bénéficie, de par sa particularité sexuelle, d'un statut unique au monde.

D'autres exemples rappellent toutefois que la culture en RPC reste soumise à la censure du Bureau culturel, connue notamment pour son filtrage du réseau internet. Des groupes de punk sont régulièrement interdits quand leurs paroles se font trop politiques ; le rockeur Cui Jian, idole des événements de la place Tian Anmen, est interdit d'apparitions dans des concerts de grande envergure.

L'émergence de l'art contemporain en Chine a permis une certaine forme de liberté d'expression, dont la valeur subversive est largement modérée par la dimension cryptique de son langage.

Voir aussi :

- Littérature chinoise
- Musique chinoise
- Peinture chinoise
- Lianhuanhua (bandes dessinées chinoises)
- Cinéma chinois
- Opéra de Pékin
- Sports
- Art contemporain chinois
- Musique chinoise moderne
- Cuisine chinoise
- Feng shui
- Jeux chinois

Jours fériés et fêtes

Date	Nom français	Jours fériés		Remarques
			Nom local	
1 ^{er} janvier	Nouvel an	元旦	yuán dàn	Férié
1 ^{er} jour du 1 ^{er} mois lunaire	Festival de Printemps (Nouvel An chinois)	春	Chūnjié	Basé sur le calendrier chinois
1 ^{er} mai	Fête du Travail	劳动	Láodòngjié	
4 mai	Fête de la jeunesse	青年	Qīngniánjié	Commémoration du Mouvement du Quatre Mai
1 ^{er} juin	Fête d'enfant	儿童	Értóngjié	
1 ^{er} juillet	Fondation du Parti communiste chinois	建党	Jiàndǎngjié	Formation du 1 ^{er} Congrès national le 1 ^{er} juillet 1921
1 ^{er} août	Jour de l'armée	建军	Jiànjūnjié	Soulèvement de Nanchang (南昌起) le 1 ^{er} août 1927
1 ^{er} octobre	Fête nationale	国	Guóqìngjì	Fondation de la RPC le 1 ^{er} octobre 1949

Fêtes (日, *Jiérì*) traditionnelles

Date	Nom français	Nom local	Remarques
15 ^e jour du 1 ^{er} mois lunaire	Fête des lanternes	元宵 Yuánxiāojié	D'après le calendrier chinois
Début avril	Qīngmíng, Lumière Pure	清明 Qīngmíngjié	D'après le calendrier chinois. Environ 15 jours après l'Équinoxe de printemps Jour pour porter le respect aux morts
5 ^e jour du 5 ^e mois lunaire	Fête des bateaux dragons (Fête du dragon)	端午 Duānwǔjié	D'après le calendrier chinois
15 ^e jour du 7 ^e mois lunaire	Fête des fantômes affamés	中元 Zhōngyuánjié	D'après le calendrier chinois
15 ^e jour du 8 ^e mois lunaire	Fête de la mi-automne (Fête de la lune)	中秋 Zhōngqiūjié	D'après le calendrier chinois
9 ^e jour du 9 ^e mois lunaire	Fête du double neuf	重 Chóngyángjié	D'après le calendrier chinois

Voir aussi**Bibliographie**

- Barbier-Kontler, Christine , *Sagesses et religions en Chine : de Confucius à Deng-Xiaoping*, Paris, Bayard, 1996.
- Catinot-Crost, Laurence, *La Chine impériale : histoire des dynasties*, Anglet, Atlantica, 2002.
- Charbonnier, Jean, *Histoire des chrétiens de Chine*, Paris, Les Indes savantes, 2002.
- Collectif, *China in the twenty-first century : politics, economy and society*, New York : United Nations university press, 2003.
- Collectif, *Dictionnaire de la civilisation chinoise*, Paris, A. Michel, Encyclopaedia universalis, 1998.
- Farah, Paolo D, *L'accession de la Chine à l'Organisation mondiale du commerce : les règles internationales et les barrières culturelles internes*, Lettre de l'Antenne franco-chinoise, Janvier 2006, pp. 1–12. Accessible en-ligne: http://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=924757
- Farah, Paolo D, *Five Years of China's WTO Membership. EU and US Perspectives about China's Compliance with Transparency Commitments and the Transitional Review Mechanism*, Legal Issues of Economic Integration, Kluwer Law International, Volume 33, Number 3, pp. 263-304, 2006. Accessible partiellement en-ligne: http://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=916768
- Fairbank, John King, *China, a new history*, Cambridge, London, the Belknap press of Harvard university press, 1994.
- Gascoigne, Bamber , *The dynasties of China: a history*, New York, Carroll and Graf, 2003.
- Goepper, Roger , *La Chine ancienne : l'histoire et la culture de l'Empire du Milieu*, Paris]: Bordas, 1988.
- Lin, Yi-min, *Between politics and markets : firms, competition, and institutional change in post-Mao China*, Cambridge, Cambridge university press, 2001.
- Piques, Marie-Chantal, *Les miroirs de la négociation en Chine : voyage dans l'univers mental et social chinois*, Arles, P. Picquier, 2001.
- Seiwert, Hubert Michael , *Popular religious movements and heterodox sects in Chinese history*, Leyde, Brill, 2003.

Notes

1. ↑ Brice Pedroletti, « Pékin censure le film *Da Vinci Code* pour ménager les chrétiens chinois » dans *Le Monde*, 11/06/2006 [lire en ligne (<http://www.lemonde.fr/web/article/0,1-0@2-3216,36-781817@51-781903,0.html>)]
2. ↑ Hélène Lepelletier, « Télévision chinoise : le nouvel ordre moral », dans *Le Point*, n°1770, p.45, 17/08/06, [lire en ligne

(<http://www.lepoint.fr/monde/document.html?did=182202>)]

3. ↑ [1] (<http://query.nytimes.com/search/abstract?res=F6061FF639580C778DDDAD0894DA404482>)
4. ↑ Bruno Philip, « Dans le sud de la Chine, les montagnards miao restent à la traîne du décollage économique », par Bruno Philip dans *Le Monde* du 17/12/2006, [lire en ligne (<http://www.lemonde.fr/web/article/0,1-0@2-3216,36-846411@51-844321,0.html>)]]
5. ↑ Paolo Farah, « L'accession de la Chine à l'Organisation mondiale du commerce : les règles internationales et les barrières culturelles internes » dans *Lettre de l'Antenne franco-chinoise*, Janvier 2006, pp. 1–12, [lire en ligne (http://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=924757)] ; Paolo Farah, « Five Years of China's WTO Membership. EU and US Perspectives about China's Compliance with Transparency Commitments and the Transitional Review Mechanism » dans *Legal Issues of Economic Integration, Kluwer Law International*, Volume 33, Number 3, pp. 263-304, August 2006, [lire en ligne (http://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=916768)]]

Articles connexes

- Monde chinois
- Politique de la Chine
- Liste des articles relatifs à la Chine
- Économie de la Chine
- Agriculture de la Chine
- Communications en Chine
- Transports en Chine
- Végétation de la Chine
- Armée Populaire de Libération
- Relations extérieures de la Chine
- Religions en Chine
- Science en Chine
- Droits de l'Homme en Chine
- Nationalisme chinois
- Système judiciaire chinois
- Sport en Chine
- Hudson Taylor
- Culture chinoise
- Art contemporain chinois
- Création chinoise contemporaine
- Route nationale chinoise
- Censure en République populaire de Chine
- Blocage de Wikipédia en Chine populaire
- Système scolaire de la République populaire de Chine
- Liste des congrès politiques de la République Populaire de Chine



La société civile chinoise évolue à grande vitesse et adopte des mœurs nouvelles, compte tenu de la modernisation effrénée du pays.

Liens externes

-  Wikimédia Atlas: République populaire de Chine 

Site officiel

- L'Ambassade de la République populaire de Chine en France (<http://www.amb-chine.fr/fra/>)

Médias

- Radio Chine internationale (<http://fr.chinabroadcast.cn/>)
- benoa.net Photos de Chine (<http://www.benoa.net/china/FRindex.html>)

Tourisme - Géographie - Économie

- Voyage en Chine en photos (<http://www.travel-in-china.net>) Photographies de Pékin, Xi'an, Shanghai, le Sichuan et Guilin.

- Guide de voyage sur la Chine (<http://wikitravel.org/fr/Chine>) de Wikitravel
- Fiche de statistiques et cartes sur la Chine (<http://populationdata.net/pays/asia/chine.php>)

Histoire

- La République populaire de Chine, de 1949 à nos jours (http://www.clio.fr/BIBLIOTHEQUE/la_republique_populaire_de_chine_de_1949_a_nos_jours.as) par Jean-Pierre Duteil, Professeur à l'université de Paris VIII.

Culture

- **(en)** Chinaorbit.com portail avec articles sur la culture chinoise (<http://www.chinaorbit.com/>)

Religion

- Islam en Chine hier et aujourd'hui (http://eglise.mepasie.org/1993/octobre/chine/8_93/dossier1_1/)
- Y-a-t-il un christianisme chinois ? (http://www.chine-informations.com/mods/dossiers/yatil-christianisme-chinois_1339.html)

Portails

- **(fr)** Amitié Franco-chinoise (<http://www.obopo.com>) Site Amitié Franco-chinoise
- **(fr)** Actuchine.com (<http://www.actuchine.com>) L'essentiel de l'actualité en Chine.
- Chine-informations.com (<http://www.chine-informations.com>) Portail sur la Chine.
- Chine-nouvelle.com (<http://www.chine-nouvelle.com>)
- lechinatown.com (<http://www.lechinatown.com>) forum sur la Chine.
- Toutelachine.com (<http://www.toutelachine.com>) Actualité quotidienne, club, forum.
- Amitié franco-chinoise 欧博 - 互 中法 <http://www.obopo.com/>)
- Aujourd'hui la Chine (<http://www.aujourdhuilachine.com>)
- **(en)** China.org.cn portail officiel de la Chine (<http://www.china.org.cn/english/index.htm>)
- **(en)** China Digital Times (<http://chinadigitaltimes.net/>)
- **(en)** China News (<http://www.HavenWorks.com/world/china>)
- Exposé du contentieux franco-Chinois des biens privés (<http://www.francaisdechine.org/>)

Vidéos

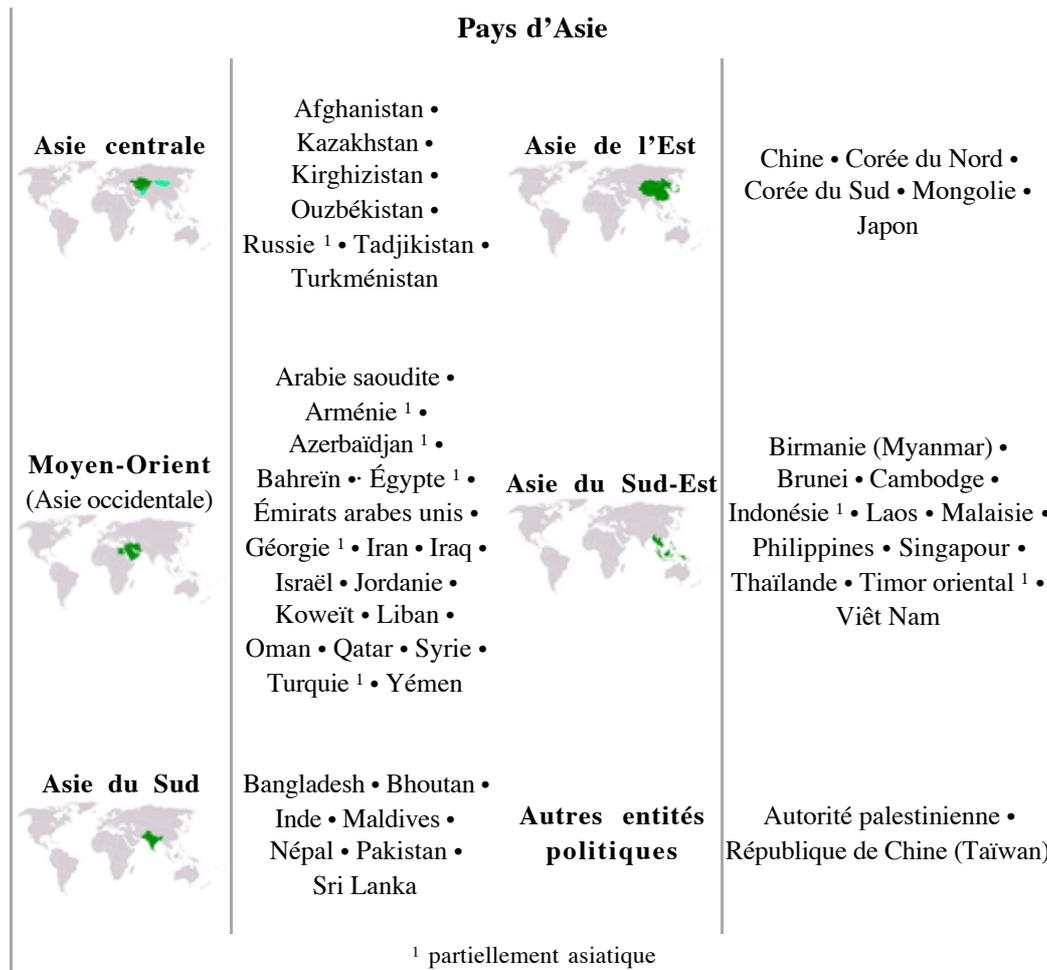
- Accès à une trentaine de conférences universitaires vidéos sur la Chine contemporaine sur ce portail Asie (<http://www.cerium.ca/mot305.html>) du Centre d'études et de recherches internationales de l'Université de Montréal

Droit

- Le droit chinois sur Jurispedia (<http://fr.jurispedia.org/index.php/Chine>)

Divers

- Sinogoo (<http://www.sinogoo.com/>) Moteur de recherche sur la Chine et le chinois
- **(fr)** Radio86.fr - actualité de Chine (<http://www.radio86.fr/>)
- **(fr)** Conseils pour vivre étudier ou travailler en Chine (<http://www.destinationchine.com/>)
- **(fr)** Dossier du *Point* sur la Chine (http://www.lepoint.fr/dossiers_monde/doc_chine.html)
- **(fr)** Reportage sur les Silicon Valley de Chine (<http://france-russie-chine.vox.com/library/post/les-silicon-valley-aux-couleurs-de-la-chine.html/>)
- La Chine (<http://www.xasa.com/directorio/mozilla/Top/World/Français/Régional/Asie/Chine/>)
- **(en)** Les Droits de l'Homme en Chine et Pékin 2008 - Olympic Watch (<http://www.olympicwatch.org/francais/>)
- **(en)** Technologie et Internet en Chine (<http://china-netinvestor.blogspot.com/>)



Portail du monde chinois – Accédez aux articles de Wikipédia concernant le monde chinois.

Récupérée de « http://fr.wikipedia.org/wiki/R%C3%A9publique_populaire_de_Chine »

Catégories: République populaire de Chine • État membre de l'ONU • Chine • Socialisme • Chinois langue officielle

- Dernière modification de cette page le 5 février 2007 à 10:31
 - Copyright : Tous les textes sont disponibles sous les termes de la GNU Free Documentation License.
- Wikipedia® est une marque déposée de la Wikimedia Foundation, Inc., association de bienfaisance régie par le paragraphe 501(c)(3) du code fiscal des États-Unis.